

Dépôt de documents

Je répète que lorsque les conservateurs ont pris le pouvoir il y a trois ans et demi, 13,6 p. 100 des dépenses allaient au développement économique et régional. Trois ou quatre ans plus tard, ils ne prévoient y consacrer que 10 p. 100 si l'on exclut le programme spécial d'aide aux producteurs de grains du Canada. Si on inclut ce programme, le développement économique et régional ne compte malgré tout que pour 10,3 p. 100.

[Français]

Monsieur le Président, c'est une chute des dépenses du gouvernement fédéral pour les programmes de développement économique et régional. C'est une chute importante, qui se chiffre à environ 24 p. 100, monsieur le Président, et c'est important pour le Québec, pour l'Ouest du Canada, pour le Nord du Canada, pour les provinces Atlantiques, de même que pour le nord de l'Ontario. Ce gouvernement dépense maintenant un pourcentage plus bas qu'il y a quatre ans pour le développement économique et régional. Ce n'est pas du tout juste pour les régions ici au Canada.

[Traduction]

Outre un taux d'intérêt trop élevé qui nous oblige à consacrer environ le quart de notre argent au remboursement de la dette nationale, outre le fait que la contribution nationale au développement économique régional diminue, je remarque aussi, puisqu'il est question d'équité, que le gouvernement entend réduire sa participation aux programmes de développement économique des autochtones. Le ministre responsable est justement à la Chambre. Si le gouvernement veut se montrer juste envers les Indiens et l'ensemble des autochtones, je me demande bien pourquoi il retranche de sa contribution aux programmes que j'ai mentionnés environ 8 p. 100, soit quelque 6,25 millions de dollars.

Il est faux de dire que nous sommes justes envers les autochtones. Nous ne le sommes pas non plus à l'égard des diverses régions du Canada. Enfin, le budget des dépenses n'est pas équitable envers les travailleurs âgés. On n'a pas prévu pour eux de nouvelles mesures d'adaptation ni la désignation de régions ou de secteurs industriels. Le budget de février 1986 a supprimé les prestations d'adaptation pour les travailleurs, et les plus âgés d'entre eux, qui étaient admissibles à des programmes de formation, n'obtiennent plus l'argent dont ils ont besoin pour se recycler. On a annoncé un nouveau programme d'adaptation à leur intention, mais comme il doit faire l'objet d'ententes fédérales-provinciales, on n'a pas encore débloqué de crédits. Les travailleurs âgés qui sont mis à pied ont donc perdu les moyens de se recycler.

En terminant, le budget des dépenses qu'on nous a présenté aujourd'hui prévoit qu'une part de plus en plus grande de l'argent du gouvernement, qui provient des contribuables, qui appartient aux Canadiens, servira à rembourser la dette. Cela vient du fait que le gouvernement d'en face—et je suis sûr, monsieur le Président, que vous partagez mon point de vue—a laissé les taux d'intérêt grimper inutilement. S'il daignait les abaisser, il réaliserait des économies qu'il pourrait affecter aux programmes de développement économique régional. Les

Canadiens moyens ou les simples citoyens s'en porteraient mieux. Il en résulterait plus de justice pour tous et chacun d'un bout à l'autre du pays.

[Français]

Monsieur le Président, nous avons besoin de nouvelles politiques comme cela pour le gouvernement du Canada.

● (1140)

[Traduction]

A ce que je sache, le budget des dépenses ne prévoit pas d'affectation de crédits aux services de garde pour enfants. Certains députés d'en face nous en avaient pourtant promis pas plus tard qu'hier. Le gouvernement a donc encore une fois manqué à sa parole, ce qui montre qu'il est bel et bien au service des riches, des millionnaires, des gros bonnets et des grosses sociétés. Mon grand-père avait bien raison, il y a des années, de dire que les temps sont durs pour les simples citoyens sous un régime conservateur. Le même parti qui nous a fait connaître la misère dans les années 30 est en train d'accentuer les disparités régionales.

* * *

[Français]

LES RELATIONS EXTÉRIEURES

RAPPORT DE LA MINISTRE SUR SON VOYAGE EN AFRIQUE

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, je rentre tout juste d'Éthiopie et je suis heureuse de pouvoir rendre compte aussi rapidement à mes collègues députés de ce qui se passe dans ce pays, et du rôle qu'y joue le Canada. J'aimerais plus précisément vous faire part de mes observations et de mes impressions.

A chacun de mes voyages en Afrique, je me sens toujours privilégiée de représenter le gouvernement et la population du Canada. Monsieur le Président, je suis très fière de ce que nous faisons en Afrique.

J'ai pu constater, avec soulagement, que l'espoir est permis en Éthiopie, comme en témoignent notre étroite coopération avec les gens de ce pays, la participation active des populations locales à leur propre développement et les progrès encourageants dans la lutte contre la famine.

[Traduction]

Mon séjour m'a permis de rencontrer un grand nombre de nos partenaires, dont des représentants des ONG canadiens (comme l'Entraide Universitaire Mondiale du Canada, Canadian Physicians for Aid and Relief, La Sudan Interior Mission et l'Université McGill) . . . ainsi que des responsables éthiopiens et des hauts fonctionnaires des institutions des Nations Unies, notamment M. Michael Priestley, le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies et le représentant permanent du programme des Nations Unies pour le développement.